

# Les saignées des anneaux

## Pourquoi je ne veux pas d'une candidature grenobloise aux Jeux Olympiques de 2018

*Cette conviction [ de l'opportunité d'une candidature aux Jeux Olympiques de 2018 ] est, je le sais, partagée ici à Grenoble mais aussi en France puisqu'un sondage réalisé récemment a montré que 85 % des Français sont favorables au principe d'une telle candidature. »<sup>1</sup>*  
Michel Destot, maire de Grenoble.

Je suis Grenoblois. C'est-à-dire que j'habite, travaille et passe l'essentiel de mon temps à Grenoble. Pas depuis toujours mais depuis assez longtemps pour posséder un sentiment d'appartenance à cette ville, à cette cuvette, à ce territoire. Aucun chauvinisme ou sentiment de fierté quelconque, juste cet attachement qui fait que je n'arrive jamais à en partir.

Je suis Grenoblois. Je m'intéresse un peu à l'histoire de ce territoire. En bon lecteur-malgré-moi du Daubé<sup>2</sup> – seule source d'information locale -, j'ai eu envie de me replonger dans l'histoire des J.O. de 1968, dont on nous gave en ce moment du quarantième anniversaire. J'ai rencontré des personnes assez vieilles pour avoir connu l'avant 68. Je leur ai demandé de me raconter. Ça m'a donné envie de fouiller, de rechercher des documents sur ces J.O. et leurs conséquences sur le développement de l'agglomération.

Je suis Grenoblois. Et pourtant je n'ai aucune envie d'accueillir les Jeux Olympiques de 2018. En sciences sociales, on dirait que je fais partie des « 15% » qui ne sont pas favorables à l'idée d'une telle candidature. Sauf que je ne suis pas simplement « pas favorable » mais véritablement opposé. Le ridicule du caprice d'une région riche ayant déjà eu les J.O. et les redemandant m'afflige. Mais beaucoup d'autres raisons me plongent dans une colère noire à l'idée d'une telle perspective. Je vais tâcher de les expliquer.

-----

*Le Daubé, 1er mars 1998 :*

*« Souvenir : 30ème anniversaire des Jeux Olympiques de Grenoble. La flamme du Souvenir. C'est Alain Calmat, qui, à trente ans d'intervalle, a rallumé la vasque olympique hier place Paul Mistral, et lancé une pyrotechnie qui a enchanté le nombreux public présent, prêt à dérouler, avec un brin de nostalgie mais aussi dans un éclat de joie, le fil de l'histoire de ces Jeux de 68. »*

Les commémorations présentent plein d'avantages. Pour les journalistes, c'est du travail facile. Il suffit de fouiller les archives et de pomper les articles réalisés à la précédente commémoration. Au Daubé, on excelle dans cet exercice et on pourrait s'amuser à relever les similitudes entre les articles parus en 1998 et ceux de ces jours-ci, en 2008, dans les colonnes du quotidien local.

---

1 Michel Destot, sur son blog. Dans la suite du texte, toutes les autres citations de lui sont également issues de son blog.

2 Surnom usuel du Dauphiné Libéré.

Pour les élus et leurs techniciens, c'est également du pain béni. On ressort plus ou moins les mêmes expositions, on rallume la flamme, on organise des « manifestations sportives et culturelles » partout dans la ville et les stations et en point d'orgue un « temps fort » lors d'une « journée anniversaire ».

De plus, les « grands événements », c'est comme les bons vins, ils se bonifient avec l'âge. La municipalité profite donc du quarantième anniversaire pour enthousiasmer ses administrés au projet d'une candidature de Grenoble aux J.O. de 2018.

Le temps, joint à une bonne communication, permet de magnifier ce qui, à l'époque « *ne fut pas vraiment une fête pour les Grenoblois* », selon Pierre Frappat, conseiller municipal PS de l'époque ayant participé à l'organisation. « *La plupart des Grenoblois n'assistèrent aux Jeux que devant leurs postes de télévision, la majorité d'entre eux étant écartés des stades ou des pistes par la rareté des places ou leur prix prohibitif. Les Grenoblois ne manifestèrent jamais, ni avant ni pendant, un grand enthousiasme à l'égard des J.O.* »<sup>3</sup> Ce qui devient quarante ans plus tard, sur le site Internet de la Mairie, « *treize jours de liesse qui ont laissé des traces fortes dans les cœurs des Grenoblois* ».

En 1978, les « traces fortes » n'existaient toujours pas. Le même Frappat : « *N'est-ce pas cette même froideur qui explique qu'en février 1978, malgré les tentatives de quelques-uns, le dixième anniversaire des Jeux n'ait donné lieu qu'à quelques très modestes manifestations ?* »<sup>4</sup>

Disons plutôt que les « traces fortes laissées dans le cœur des Grenoblois » ne correspondaient pas au souvenir officiel des « treize jours de liesse ». Beaucoup se souvenaient peut-être que pendant 3 ans, il y avait eu « *partout dans la ville, des grues, des trous, des chantiers, des bulldozers et des camions.* » Pour accueillir les J.O. et ses meutes de sportifs, spectateurs, journalistes, Grenoble avait dû se métamorphoser, c'est-à-dire construire les infrastructures nécessaires. Ainsi poussèrent de 1965 à 1968, une nouvelle mairie, une nouvelle gare, un nouvel hôtel de police, l'hôpital Sud, une nouvelle caserne des pompiers (à Seyssinet-Pariset), Alpexpo, le Palais des Sports, l'Anneau de vitesse, la première Maison de la Culture, le Conservatoire, le musée Dauphinois, le Village Olympique, le quartier Malherbe. Pendant ces mêmes années, on aménagea l'autoroute le long du Drac, celle au Sud de l'agglomération (qui allait devenir la Rocade Sud), et on élargit les routes d'accès aux stations.

Véritable aubaine, diront certains, car « *cela permit à Grenoble de rattraper son retard en matière d'équipements* ». Et les « journalistes » du *Daubé* de ressortir sempiternellement l'enquête menée en 1964 par une commission préparatoire du Vème plan d'aménagement du territoire. Celle-ci constatait que les aménagements existant à Grenoble correspondaient aux besoins d'une ville de 80 000 habitants, alors que les véritables besoins étaient ceux d'une agglomération de 300 000 habitants. Les J.O. avaient offert à Grenoble l'occasion de toucher beaucoup d'argent de l'Etat français, dont l'image était en jeu pour le bon déroulement de cet événement. Ainsi sur le 1,1 milliard de francs de l'époque (soit 6,3 milliards de francs de 1998) déboursés sur Grenoble pour les J.O., 75 % le furent par l'Etat et seulement 20 % par la Ville. Une bonne part de cet argent public national passa dans la réalisation d'équipements n'ayant pas de lien avec les J.O. (Conservatoire, Cargo, musée Dauphinois,...) : « *le principal mérite des élus locaux fut d'exploiter à fond cette opportunité et certains ne se privèrent pas pour faire passer dans l'enveloppe olympique le maximum de choses* ».<sup>5</sup> Sans doute fallait-il voir dans ces détournements d'argent une première manifestation de l'«esprit olympique».

Toujours est-il qu'ils ne furent pas suffisants, la Ville de Grenoble devant tout de même assumer 230 millions de francs de dépenses. **En 1995, 27 ans après les J.O., les Grenoblois finissaient tout juste de rembourser, via des impôts locaux fortement augmentés, les emprunts effectués à l'occasion.**

---

3 Pierre Frappat, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

4 Pierre Frappat, op. cit

5 Pierre Frappat, op. cit.

Véritable aubaine ? L'agglomération grenobloise avait-elle vraiment besoin de tous ces équipements ? Fallait-il construire le Palais des Sports, qui, 30 ans plus tard, se retrouva complètement inadapté structurellement, selon l'avis même de Jean-Paul Giraud - adjoint aux finances sous Destot 1 - et dont la maintenance coûte très cher à la ville<sup>6</sup> ? Devait-on détruire une partie du quartier de la Mutualité pour contruire le boulevard Jean Pain desservant le nouvel hôtel de ville ? Y-aurait-il un lien entre la construction précipitée du Cargo et sa nécessaire « requalification » 30 ans plus tard (pour 42 millions d'euros) ? Devait-on construire l'anneau de vitesse du Parc Paul Mistral, dont le très coûteux système de refroidissement ne fonctionne plus depuis des dizaines d'années ?

Etait-ce vraiment la meilleure chose à faire que de construire ou d'agrandir toutes ces routes ? Bref devait-on réaliser ces infrastructures propres à une grande ville, à une technopole ?

Car ce fut le véritable enjeu des J.O. pour Grenoble : « *lui permettre de quitter son statut de petite ville de province* »<sup>7</sup>, afin que « *la France découvre qu'elle a une métropole de l'an 2000. Grenoble, c'est Brasilia.* » (Paris Match, spécial J.O.). Ainsi Hubert Dudebout, maire de l'époque et mentor de Michel Destot, pouvait-il s'extasier dans le discours de clôture : « *qu'on le veuille ou non, l'ancienne capitale des Dauphins ne pourra plus jamais se laisser gagner par une certaine torpeur provinciale.* »

Tel était donc le but des dirigeants de l'agglomération : quitter « *cette torpeur provinciale* », c'est-à-dire devenir un territoire plus attractif, plus compétitif, internationalement connu. Quelles sont les conséquences de cette fuite en avant ?

Comme beaucoup d'autres Grenoblois, la montagne, ça me gagne. Je parcours régulièrement les vallées et sommets. Prendre de la hauteur, ça permet de se rendre compte qu'on vit dans un beau pays. Ou plutôt qu'on vivait, parce qu'on réalise aussi la dévastation du milieu par l'activité techno-industrielle.

D'en haut, ça saute aux yeux.

D'en haut on les voit les autoroutes, rocades, ronds-points et échangeurs saturés de véhicules. D'en haut on la voit l'urbanisation rampante, les grandes barres, les lotissements à perte de vue, les villages qui se rejoignent pour ne former qu'une seule et même ville. D'en haut on le voit ce brouillard au dessus de la cuvette et on se demande de quelles saloperies il est constitué. D'en haut on voit aussi le haut, et ce n'est pas plus réjouissant : immonde comme une station de ski l'été, triste comme un village qui perd son âme pour devenir un centre touristique ou un centre d'accueil pour familles d'ingénieurs.

Ces faits ne sont pas « inéluctables », mais le résultat des politiques de développement de l'agglomération, dont l'organisation des J.O. de 1968 sont un symbole. C'est à ce moment que Grenoble, sur laquelle étaient braqués tous les projecteurs internationaux, a acquis sa stature de « ville à la pointe de l'innovation ». Grâce à des Jeux qui furent « *les premiers de l'ère informatique : pour pouvoir gérer en temps réel l'information sur ces Jeux, on fit appel à IBM et à ses ingénieurs grenoblois* ».<sup>8</sup>

Bien plus qu'un événement sportif, les J.O. furent d'abord un coup de publicité à destination des investisseurs – la cible des élus modernes : « *Implicitement, les J.O. ont joué dans la décision de Hewlett-Packard de s'implanter ici en 1972* », explique Anne-Marie Gibert, responsable de la communication de la firme. Selon elle, « *le tissu universitaire mais aussi les infrastructures qui ont accompagné les Jeux ont été décisifs dans le choix de Grenoble* ». <sup>9</sup>

---

6 Le Daubé, 20 fev 98

7 Daubé, 20 février 1998

8 Nouvelles de Grenoble avril 98.

9 Nouvelles de Grenoble avril 98.

Les J.O. ont consacré Grenoble comme mère de toutes les technopoles. 1968, à Grenoble, aura mis l'innovation au pouvoir. Dès lors, plus rien ne serait comme « avant ».

---

Réponse anticipée aux habituelles objections aux idées développées ci-dessus

**Non, ce n'était pas mieux « avant ».** « Avant » déjà on saccageait l'environnement. « Avant » déjà, on construisait n'importe comment, on polluait les rivières, on pourrissait la montagne. « Avant » déjà on ne jurait que par la croissance économique et la compétitivité. Sans parler de l'organisation sociétale, des traditions, des normes sociales, qui n'avaient pas grand chose pour plaire.

Non, je n'ai pas envie de retourner à l'âge de pierre - de Coubertin.

**Mais maintenant, c'est pire.** Au moins « avant » les désastres environnementaux n'avaient-ils pas atteint les point de non-retour désespérants d'aujourd'hui. Au moins « avant » était-il encore imaginable de prendre des directions raisonnables. Au moins « avant » n'entendait-on pas vomir les pompiers-pyromanes du développement durable, prétendant « protéger l'environnement » par une « croissance verte ». Au moins « avant », les constructions avaient-elles un peu plus d'âme que les tours de verres lisses, froides et modernes. Au moins « avant » se préoccupait-on plus de produire de la nourriture ou des objets utiles que des prothèses technologiques. Au moins « avant » vivait-on dans la vraie vie - *in real life* – et non par procuration devant une télévision ou un ordinateur.

Non, on ne vit pas « mieux » à Grenoble depuis 1968. On y vit plus nombreux certes, mais un endroit où il fait bon investir n'est plus un endroit où il fait bon vivre.

---

Revenons à nos croûtons. Michel Destot, donc, maire depuis 1995 et candidat à sa réélection à la tête d'une liste d'ouverture à droite, est le héraut de la candidature grenobloise aux J.O. de 2018. L'impayable, c'est qu'il la justifie par les besoins de « *désenclavement de la ville* », de « *nouvelles infrastructures* » et de « *nouveaux logements* ». Les mêmes besoins mis en avant en 68. Le dernier - le problème de manque de logements – étant la conséquence des deux premiers, voulus par les élus. Michel Destot lui-même reconnaît que la pénurie de logements est « *le revers de la médaille du développement économique* ».

Si cette logique perdure, nul besoin de boule de cristal pour imaginer l'avenir. Sans J.O. en 2018 ou avec (et ça ira plus vite), l'agglomération sera, une fois de plus, « désenclavée » : Rocade Nord, autoroute A 51, développement de l'aéroport de Saint-Geoirs, raccordement au Lyon-Turin, triplement des voies de l'A48, et pourquoi pas tunnel sous le Vercors. On devra encore et toujours agrandir le centre-ville et la ville elle-même, construire les infrastructures nécessaires à son « rayonnement international ». Les investisseurs et leurs cohortes d'ingénieurs et de techniciens - « l'immigration choisie » à la grenobloise - débarquant en flux tendus, on se lamentera du manque de logements. Et pour régler le problème, on défendra une candidature aux J.O. de 2068.

On voit que les seules choses importantes à désenclaver, ce sont les raisonnements des élus, bloqués par leurs œillères.

Non contents de pourrir les villes et vallées, ils saccagent les montagnes. S'il y avait une épreuve d'irresponsabilité, Michel Destot mériterait la médaille d'or pour une autre de ses justifications : « *Je suis convaincu en effet qu'une candidature française aux Jeux Olympiques serait une formidable opportunité pour la montagne française, confrontée à une concurrence mondiale en matière de développement sportif, économique et touristique.* »

Une formidable « opportunité pour la montagne » ? Le développement du tourisme, des sports d'hiver ?

Peut-être veut-il parler des remontées mécaniques ? On m'a récemment raconté l'histoire du nouveau télésiège de Saint-Pierre-de-Chartreuse. Très représentatif de « l'opportunité pour la montagne du développement touristique ». La petite station-familiale-très-prise-des-Grenoblois a connu une métamorphose depuis le printemps 2006. La municipalité de Saint-Pierre-de-Chartreuse ne pouvait plus supporter que le télésiège principal soit vieux, possède seulement des sièges 2 places et connaisse régulièrement des pannes. Cela « nuisait à l'image de la station ». Au lieu de le rénover, elle a décidé d'en changer. Et d'en profiter pour faire de la publicité en réalisant un « investissement innovant », c'est-à-dire un télésiège débrayable 4 places, inadapté aux besoins de la station. Mais c'est que ça coûte cher ces engins-là : il a donc fallu extorquer des fonds au Conseil Général et à diverses communes voisines et lancer une souscription publique. Les Moines Chartreux donnèrent des milliers d'euros. Passons sur les intrigues et manigances, les coupes d'arbres, le nouveau parking. Au début de l'hiver 2007, le nouveau télésiège, finalement un 6 places débrayable - « c'était à peine plus cher » -, est prêt et on fixe la date de l'inauguration au 18 janvier. Manque de chance, il n'y a pas de neige à cette date, comme plus de la moitié de cet hiver-là, alors on la repousse au 29 juin. Tout un symbole pour un télésiège installé « *pour combattre le réchauffement climatique* », selon le maire.

Ou peut-être Michel Destot veut-il parler des canons à neige ? Investissement obligatoire des stations modernes leur permettant un enneigement continu, ces « enneigeuses » cumulent les « opportunités pour la montagne » : consommation d'électricité exorbitante (plus importante que celle des remontées mécaniques), pompage important d'eau, obligation de créer des « retenues collinaires » (lacs artificiels) et perturbation du cycle de l'eau, appauvrissement écologique de la végétation, bruit nocturne faisant fuir la faune, dégradation des paysages<sup>10</sup>.

Qu'importe, toutes les stations en installent des dizaines, jusqu'à celle d'Autrans qui vient d'acheter le plus important équipement du genre en France pour un site nordique, au grand dam de certains habitants. C'est que pour Thierry Gamot, directeur de la station, « *les stations de ski, notamment de moyenne altitude, ne peuvent plus se permettre de rester au stade de la cueillette, il y a trop d'intérêts économiques et sociaux en jeu. Si nous voulons continuer à être considérés comme une destination neige, nous devons pouvoir pallier son absence ou son insuffisance.* »<sup>11</sup> Une station de ski, c'est avant tout « *des emplois à préserver, un chiffre d'affaires à réaliser, des actionnaires à rassurer et des retombées économiques à assurer* » pour Claude Faure, président du directoire des 3 Vallées.<sup>12</sup>

Ou peut-être fallait-il voir des exemples d'« opportunité pour la montagne » dans les réalisations des J.O. de 1968. Par exemple, le tremplin à ski de Saint-Nizier du Moucherotte - 6 millions de francs de l'époque, 280 000 m<sup>3</sup> de terrassement<sup>13</sup> - construit à un endroit très rarement enneigé, et qui s'est transformé depuis belle lurette en tas de béton abandonné avec vue sur Grenoble. Ou la piste de bobsleigh de l'Alpe d'Huez - 3000 m<sup>3</sup> de béton coulé -, curieusement construite en face sud et également abandonnée depuis 1972 ; « *sa destruction coûtant trop chère* ». <sup>14</sup>

J'aurais aussi pu parler des gigantesques bouchons du dimanche sur les routes d'accès aux stations (malgré leur élargissement), de la transformation des villages en centres touristiques où poussent les logements hideux aux prix exorbitant, du saccage des sites par l'aplatissement des pistes ou l'installation des remontées mécaniques. J'aurais alors dessiné un tableau à peu près exhaustif de la montagne iséroise aujourd'hui.

C'est à ce prix-là que les stations pourront perdurer, que la montagne française pourra accueillir les J.O. de 2018 et continuer son « *développement sportif, économique et touristique* », si cher à Destot Michel.

---

10 Montagne Magazine n°287, novembre 2004

11 *Autrans fait parler les canons* sur actumontagne.com

12 Montagnes Magazine, op. Cit.

13 Le Daubé, 28 Janvier 2008

14 Le Daubé, 28 Janvier 2008

Ce qui menace le plus la montagne française, ce n'est pas « *la concurrence internationale* » mais l'expansion des stations. Vouloir organiser des J.O. d'hiver en 2018, c'est promouvoir cette destruction durable de l'espace montagnard.

Ultime raison avancée par Michel Destot ? « *L'idéal olympique* », « *toujours présent et vivant, à Grenoble* » et le désir des Grenoblois « *de porter haut cet idéal olympique pour 2018, pour Grenoble, pour la France* ».

« L'idéal olympique », c'est la compétition, les normes corporelles, la prédominance du résultat, la force, l'honneur, le mérite, le gigantisme, l'apolitisme glorieux.

« L'idéal olympique », c'est le sport de haut niveau, « *grande école de la triche. Les grands rendez-vous sportifs de 2008 (Jeux olympiques, Euro de football, Tour de France...) risquent d'en fournir une nouvelle fois la preuve : comme les grandes écoles forment l'élite de la nation, le milieu sportif de haut niveau éduque efficacement ses adeptes à la dope, à la triche, à la magouille et aux petits arrangements pour monter sur le podium. Le sport de haute compétition est une course poursuite incessante entre les gendarmes - les officiels des fédérations - et les voleurs : les champions qui veulent toujours jouer avec les règlements afin de passer l'adversaire (...).* »<sup>15</sup>

« L'idéal olympique », c'est la consécration éternelle d'hommes et de femmes, tel Jean-Claude Killy (3 médailles d'or en 68 !) devenu par la suite homme de publicité et d'affaires pour General Motors, United Airlines, Head Rolex et Coca Cola.

« L'idéal olympique », c'est l'argent, la publicité, les droits télévisuels, les partenaires commerciaux.

« L'idéal olympique », c'est la police - partout - et l'armée, « *cheville ouvrière des J.O. de 1968. 7000 soldats furent mobilisés pour assurer la réussite des Jeux.* »<sup>16</sup>

« L'idéal olympique », c'est la célébration périodique et apolitique des pires dictatures de la planète, depuis l'Allemagne nazie en 1936 jusqu'au régime « communiste » chinois de 2008 en passant par l'Union Soviétique de 1980.

« L'idéal olympique » c'est la grandeur de la patrie, la soumission sociale, la cohésion nationale.

Je n'ai aucune envie de porter cet idéal, il me répugne.

-----

Fait méconnu, les Jeux Olympiques de l'ère moderne trouvent leur origine en Isère, au pied de la Chartreuse, au petit séminaire du Rondeau. Dès 1832, ses élèves avaient décidé d'occuper la journée du 29 février par des jeux calqués sur ceux de la Grèce antique. Un certain Henri Didon – futur abbé - y participa dès son plus jeune âge avant de souffler 40 ans plus tard à son ami Pierre de Coubertin ce qui allait devenir la devise des J.O. : *citius, altius, fortius* (plus vite, plus haut, plus fort).

On doit à cet éloquent promoteur du sport cette sentence : « *J'estime que les vainqueurs de football ont bien des chances d'être les lauréats de demain dans les concours d'intellectuels.* »<sup>17</sup>

On pourrait en rire. Pour ma part, j'estime que les promoteurs des Jeux Olympiques ont très peu de chances d'être demain les lauréats des « concours » de raison et de bon sens.

**Benoît Rézens**  
Grenoble, le 28 Janvier 2008

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur  
[www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)**

15 <http://www.rue89.com/stethosport/le-sport-de-haut-niveau-grande-ecole-de-la-triche>

16 Daubé, 10 février 1998

17 [http://fr.wikipedia.org/wiki/Henri\\_Didon](http://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_Didon)